

La Commune de Paris : regards actuels sur l'émancipation locale

Par **Camille Payeur** et **Pierre-Luc Baril**

Cent cinquante ans se sont écoulés depuis que les espoirs portés par les révolutionnaires de la Commune de Paris ont été étouffés. Après soixante-douze jours de lutte, l'utopie née dans les entrailles de la capitale française s'est muée en répression marquée du sceau de la déportation et des exécutions de masse. Aussi éphémère eut-elle été, la Commune n'en demeure pas moins marquante dans l'Histoire, tant politique que des idées. « *On ne peut pas tuer l'idée à coups de canon ni lui mettre les poucettes* » écrivait la communarde Louise Michel dans *La Commune, Histoire et souvenirs* (1898). La lutte contre le conservatisme, les barricades érigées en frontières, les chants révolutionnaires... Un siècle et demi après sa disparition, la Commune de Paris continue de vivre à travers un imaginaire militant foisonnant de symboles et de références tirées de l'expérience communarde.

Force est d'admettre que le symbolisme et les représentations de la Commune trouvent une résonance en cette aube du XXI^e siècle ponctuée d'appels à renverser l'ordre socio-économique hégémonique. À l'heure de la crise écologique et de l'augmentation des inégalités, repenser le système actuel et le potentiel de ses marges représente un exercice salutaire. C'est pourquoi s'interroger, au-delà de l'imaginaire communard, sur l'héritage contemporain de la Commune de Paris, c'est réfléchir à la fois sur les luttes d'antan et les enjeux d'aujourd'hui. Mais surtout, c'est repenser le monde en dehors des systèmes dominants.

Pourquoi les Communards et les Communardes luttaient-ils? Quel monde voulaient-ils voir advenir? Après les exécutions et les repréailles, les changements de régime et les nouvelles revendications, les décennies et les siècles, que reste-t-il des espoirs et des idéaux de la Commune? À travers cet article, nous souhaitons mettre à profit le recul que possède notre époque sur cet événement pour tenter de déterrer les filiations possibles avec les luttes récentes. Pour réaliser cet exercice, il importe préalablement de revenir sur les événements qui ont secoué Paris en 1871 et d'en extraire les causes, les conséquences et les revendications immédiates.

Vivre la Commune : 72 jours d'utopie

La Commune de Paris est à la fois un lieu, une organisation, des idéaux et, plus généralement, un événement, soit la troisième révolution du XIX^e siècle français. C'est un mouvement populaire, insurrectionnel et révolutionnaire. Elle est porteuse d'utopies communautaires qui se rencontrent dans

l'imagination d'un monde nouveau. Parfois concrètes, ces utopies pensent des alternatives politiques, sociales et économiques en les ancrant dans le présent. Mais elles sont surtout fragmentées, notamment lorsque l'on constate qu'elles n'ont pas le temps de se déployer durablement (Deluermoz 2020).

Dans les discours populaires, le 18 mars 1871 est souvent l'élément déclencheur du récit des événements qui conduisent à la Commune de Paris. À cette date, au petit matin, l'insurrection populaire se propage dans Paris à partir de la butte Montmartre. Le gouvernement d'Adolphe Thiers a échoué à désarmer la capitale et s'est réfugié à Versailles. En quelques heures, la situation politique bascule. Le comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de ville. Dès le lendemain, on appelle l'élection d'une assemblée communale axée sur l'adoption de mesures sociales. L'élection de cette assemblée se tient quelques jours plus tard, le 26 mars, et la Commune de Paris est proclamée officiellement le 28 mars 1871. Résultat : la ville n'a plus de dirigeants.

Pour s'organiser, la Commune se dote d'une commission exécutive qui chapeaute neuf autres commissions mises en place pour remplacer, en quelque sorte, les ministres. L'objectif principale de ces commissions est d'éviter de mettre une seule personne au pouvoir. L'ennemi des Communards et des Communardes est le centralisme. Pour changer le pouvoir, il faut changer sa nature. À cet effet, les associations représentent un modèle de choix. En favorisant des échanges plus justes, les Communards et les Communardes tentent de transformer les relations sociales et économiques. Pour plusieurs, les changements doivent émaner des travailleurs et des travailleuses qui doivent faire preuve de coopération en remplaçant le patronat par l'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses (Rougerie 2018).

Cependant, avant d'en arriver là, les différentes commissions s'entendent pour instaurer des mesures d'urgence. L'objectif est de régler les questions à l'origine du soulèvement du 18 mars, c'est-à-dire celles liées aux loyers et aux dettes. Les paiements sont suspendus et on verse une pension aux blessés, aux veuves et aux orphelins et orphelines des gardes nationaux tués au combat. Le gouvernement communal réquisitionne les logements désertés par ceux et celles qui ont fui pour Versailles et y installe les sinistrés des bombardements. Ces mesures sociales valorisent l'inclusion et participent au fait que tout le monde peut se reconnaître dans la possibilité de créer un monde plus juste. Ce nouveau monde, pensé à l'échelle de la ville de Paris, s'oppose à l'ancien monde, regroupé à Versailles (Deluermoz 2020). Les disparités entre ces deux mondes est le résultat d'une série de traumatismes, allant de la Révolution française à celle de 1848. Ce jeu de temporalité est peut-être ce qui nous permet de saisir, d'une part, l'intensité des événements pour les Communards et Communardes et, de l'autre, la profondeur de l'espoir qui les unit. Chose certaine, mars 1871 n'est que la prémisse des événements à venir. Le 19 avril 1871, la Commune présente son programme politique dans sa *Déclaration au peuple français*. Le 16 mai, les Communards et les Communardes démolissent la colonne Vendôme, considérée comme un symbole du despotisme impérial. L'euphorie est à son comble, car les Communards et les Communardes ne se doutent pas encore que, quelques semaines plus tard, tout sera terminé.

La Commune de Paris est souvent réduite à sa violence. On retient les événements de la *Semaine sanglante*, ce qui est sans doute renforcé par sa courte temporalité. En effet, dès le 2 avril 1871, l'armée française, désormais complice de l'armée allemande, attaque Paris. La capitale est encerclée et isolée du reste de la France. Le 1^{er} mai, les Communards et les Communardes s'entendent pour créer un comité de salut public qui centralise le pouvoir. Tranquillement, l'inquiétude gagne les Parisiens et les Parisiennes et les troupes de la Garde nationale se désorganisent. Ainsi, au fur et à mesure que les Versaillais avancent vers Paris, la tension monte chez les Parisiens et les Parisiennes. Vingt jours plus tard, soit le 21 mai, Paris est envahi par l'armée française. Cette dernière reprendra le contrôle de la ville en l'espace d'une semaine que l'on désigne aujourd'hui par l'expression « Semaine sanglante ». Toujours en date du 21 mai, il faut noter le début des exécutions. Le lendemain, la majorité des gardes nationaux regagnent leur quartier respectif pour le protéger, ruinant par le fait même tout effort de coordination au front. La première bataille a lieu en après-midi le même jour et les exécutions se multiplient sur le chemin des Versaillais à travers Paris. Le 23 mai 1871, l'armée française atteint la butte Montmartre. Rappelons qu'il s'agissait du lieu où avait débuté l'insurrection initiale du 18 mars. Mais le 23 mai, c'est également le début des incendies si caractéristiques de l'iconographie de la Commune. Dès lors, on assiste à une amplification des massacres alors que les prisonniers et les prisonnières sont fusillés. Le 26 mai, la place de la Bastille tombe. Le lendemain, les Versaillais occupent la quasi-totalité de Paris. Le même jour, au milieu des tombes au cimetière du Père-Lachaise, les Communards et les Versaillais s'affrontent.

Le point culminant de cette violence survient le 28 mai, alors que les gardes nationaux prisonniers sont fusillés et que de nombreux corps sont entassés dans les fosses communes du cimetière. Les exécutions se poursuivent également jusqu'au 7 juin 1871. Encore à ce jour, il est très difficile d'estimer le nombre de décès reliés à ces événements. Bien que certains historiens et historiennes avancent qu'il y aurait eu autour de 20 000 morts, aucune source ne nous permet d'affirmer ou d'infirmer ces estimations. On peut seulement observer une baisse du nombre d'habitants et d'habitantes (200 000 personnes) à Paris entre 1871 et 1872 (Lagana 2018).

Comprendre la Commune : causes et conséquences

La Commune de Paris reste l'ébauche de ses idées. Le nom de « Commune » est lui-même chargé de sens. « Commune » inclut l'idée de municipalité tout en rappelant la Commune de 1792-1793. Ce nom prend également racine dans l'expérience des communes médiévales, espaces plus ou moins autonomes face au pouvoir de l'Ancien Régime. De façon plus générale, on y retrouve surtout le mot « commun », soit la somme d'une pluralité d'expériences et de pensées. En elle-même, la Commune de Paris prend sens à travers les multiples expériences de celles et ceux qui l'ont construite (Deluermoz 2020). D'ailleurs, plusieurs observent aujourd'hui cet événement historique à travers les lunettes de l'utopie, car il est porteur du désir collectif de construire une société nouvelle. Bien que les utopies communardes ne se soient pas complètement réalisées, elles sont des vecteurs d'expériences du possible. En cela, elle dépasse les frontières de la pensée et du discours et se manifeste par sa pluralité.

On peut mesurer cette pluralité et l'ambition égalitaire qui en émanent par la présence des femmes sur les barricades. Alors que certains historiens et historiennes voient l'expression de la dynamique populaire de la Commune (Rougerie 1988), nous y trouvons surtout l'indice d'une lutte pour l'émancipation et l'égalité. La présence des femmes ne se limite pas aux barricades, car on les retrouve également dans les assemblées, les clubs et même dans les rues de la capitale, aux côtés des hommes et des enfants. Les femmes s'organisent sous la Commune de Paris et revendiquent le droit au travail. L'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés s'illustre en parfait exemple, dans la mesure où cette organisation se dévoue à l'émancipation des travailleuses en luttant pour le droit au travail pour toutes. À la tête de cette association, on retrouve Elisabeth Dmitrieff (1851-1910) et Nathalie Le Mel (1826-1921), qui jugent que c'est en organisant le travail féminin qu'il sera enfin possible d'améliorer les conditions de travail des femmes. L'organisation exige la mixité dans les assemblées et les clubs, ce qui permet aux femmes de participer et d'être des citoyennes actives au sein de la Commune (Rey 2015).

Nous observons également l'engagement des femmes dans le combat pour la laïcité, alors qu'elles remplacent les religieuses dans les écoles et dans les hôpitaux. Elles luttent aussi pour l'école gratuite, obligatoire et ouverte à toutes et tous. Sous la Commune de Paris, la séparation de l'Église et de l'État est adoptée à l'unanimité. Les services de l'assistance publique sont laïcisés, à l'instar de ceux offerts dans les écoles et les hôpitaux. De plus, dans le sillage du peintre français Gustave Courbet, les artistes se rallient aux idées communardes. Courbet met sur pied une Fédération des artistes visant à instaurer l'égalité des droits entre les métiers d'art tout en dégageant l'art de la tutelle gouvernementale. C'est ainsi que l'action culturelle de la Commune encourage l'idéologie de l'autogestion de l'art par les artistes (Lagana 2018). Pour plusieurs, c'est enfin le moment d'une ouverture de la culture au peuple, comme en témoigne l'organisation de concerts-bénéfice aux Tuileries pour venir en aide aux veuves et aux orphelins et orphelines (Cohen 2004). Surtout, les événements survenus au printemps 1871 sous-entendent une intervention sociale quotidienne et une mobilisation populaire caractéristiques des grands mouvements sociaux pour les travailleurs et les travailleuses. La Commune de Paris est libérée d'un modèle hiérarchique, car le pouvoir est entre les mains des travailleurs et des travailleuses, nous laissant ainsi l'impression d'une ouverture vers la modernité (Lagana 2018).

Pourtant, malgré sa singularité, il serait trompeur d'isoler la Commune de Paris dans l'histoire des mouvements ouvriers parisiens. L'univers des possibles qui se déploie au printemps 1871 n'est pas inconnu des insurrections parisiennes précédentes. En effet, comme nous l'avons rapidement évoqué, la Commune s'insère dans une série d'événements révolutionnaires. L'historien Jacques Rougerie voyait déjà dans la Commune une tentative de réappropriation populaire de l'espace urbain alors qu'il démontrait que la tension augmente dès juillet 1870 parmi les ouvriers et ouvrières de Paris (Rougerie 1971). À l'été 1870, la France entreprend une guerre contre la Prusse qui se conclut rapidement par la défaite française. À l'hiver 1870-1871, la famine se répand parmi les Français et les Françaises. Le peuple de Paris, particulièrement les ouvriers et ouvrières qui composent la gauche politique, tente de renverser le nouveau gouvernement. L'éventualité d'un armistice apparaît insupportable pour la population de Paris qui a résisté à l'ennemi prussien pendant près de quatre mois sur les barricades. L'accumulation de

ces frustrations atteint un point de non-retour en mars 1871, au moment où l'assemblée royaliste adopte une loi mettant fin au moratoire sur les loyers et les effets de commerce. Les conséquences de cette loi sont catastrophiques pour le peuple de Paris, car elle conduit à la faillite de milliers de travailleurs et de travailleuses. Elle inclut également l'abolition de la solde d'un franc cinquante par jour que recevaient habituellement les gardes nationaux (Goodyer 2003).

Pour l'historien Quentin Deluermoz, il existe un lien entre les événements de l'été 1848 et ceux du printemps 1871. En juillet 1848, les ouvriers et ouvrières s'insurgent déjà au nom des idéaux portés par la Commune. De plus, les Communards, les Communardes et les révolutionnaires de 1848 partagent une volonté de détruire un monde ancien pour en créer un nouveau à l'intérieur duquel tout le monde se reconnaîtrait. Réfléchir à la Commune de Paris comme le fait Deluermoz (2020) encourage l'idée d'un « long glissement » menant vers la Commune, plutôt qu'une rupture soudaine. Après tout, il aura fallu les phénomènes de la guerre, de la transition politique, du siège, des élections et finalement une colère collective pour que s'exprime enfin la Commune de 1871 (Deluermoz 2020).

Plus tôt, nous évoquions le danger d'isoler la Commune dans l'histoire des révolutions françaises. Il en va de même pour l'histoire du mouvement ouvrier. Dans son dernier ouvrage sur le sujet, Deluermoz révèle que cet événement était déjà observé à l'échelle du monde entier à l'époque même où il se mettait en branle. Il invite ses lecteurs à libérer la Commune des grands récits marxistes, anarchistes et républicains afin de retrouver les espace-temps dans lesquels la Commune de Paris s'est insérée ainsi que ceux qu'elle a produits. Après tout, cet événement historique symbolise plus qu'une utopie : c'est le creuset d'idées novatrices et progressistes qui continuent d'inspirer les mouvements sociaux d'aujourd'hui (Deluermoz 2020).

Échos de la Commune : de Paris à Seattle

Laïcité, égalité des genres, amélioration des conditions ouvrières, réappropriation de l'espace... Si elles ont jadis été portées par les Communards et les Communardes, ces revendications sont loin d'être étrangères aux luttes sociales d'aujourd'hui. Comme l'exprime Lagana (2018), la Commune a su « *poser et résoudre, dans les termes de l'époque, des problèmes qui nous interpellent encore aujourd'hui* » (p. 197). Un regard attentif montre qu'à bien des égards, le modèle et les revendications de la Commune de Paris ont perduré à travers les époques et cela, jusqu'à aujourd'hui.

Malgré ce que l'on pourrait penser, la sévère répression de la Commune n'a pas donné lieu à une disparition des idées dont elle était porteuse. Dans les décennies qui vont suivre, on voit essaimer une multitude d'expériences sociales s'ancrant dans la sphère municipale. En Europe notamment, plusieurs pays sont le théâtre de ces initiatives municipales luttant, en outre, pour la réduction des inégalités au sein de la société. Sans surprise, c'est l'idéologie socialiste qui pilotera ce mouvement local que l'on connaîtra dès lors sous l'étiquette de « *socialisme municipal* » (Dogliani 2018). Il s'agit ici de, tout

simplement, favoriser la mise en place de mesures socialistes sur le plan municipal, idéologie dont Baron (2014) souligne les manifestations à travers les caractéristiques suivantes :

l'appropriation collective des services urbains (régies directes communales pour l'entretien, la construction et la gestion de l'habitat social, de la santé publique, le social, la culture, l'école, les transports, l'énergie, etc.); une action éducative (soutien à l'école laïque) et sociale (indigents, hygiène type douches municipales, aides aux chômeurs, aux personnes isolées, etc.) assurée par une fiscalité redistributive indépendante de celle de l'État (et basée surtout sur la propriété bourgeoise); un urbanisme « égalitaire » et rationnel qui planifie l'appropriation communale du foncier, la construction de l'habitat et des équipements sportifs (stade, piscines) ou culturels (bibliothèques, musées, etc.) par les instances communales; une action culturelle, sportive et d'éducation populaire en direction de la classe prolétaire basée sur des associations « amies » favorisées et contrôlées et avec des équipements et financements publics. (p. 471-472)

S'il est établi que le socialisme municipal a perduré durant toute la première moitié du XX^e siècle (Dogliani 2002), l'idée laisse cependant peu à peu place à celle du municipalisme libertaire, également appelé communalisme.

Il faudra attendre les années 1960 pour commencer à voir se formaliser cette idée du municipalisme libertaire. On doit la paternité de ce concept au penseur et militant Murray Bookchin (1921-2006). D'obédience anarchiste, Bookchin va réactualiser dans ses écrits la pertinence de la localité comme terreau propice aux transformations sociales. À travers le prisme de l'écologie sociale – soit la reconnaissance des facteurs sociaux derrière la crise écologique –, il va développer une critique du capitalisme et de la société moderne dont le municipalisme libertaire apparaît comme une solution aux multiples inégalités. Durand-Folco et Outryve (2020) présentent une synthèse du concept élaboré par Bookchin :

le municipalisme libertaire propose que les affaires politiques et économiques soient gérées directement et en face-à-face par des assemblées populaires composées des résident·es du quartier, du village ou de la municipalité. Pour toutes les questions dépassant l'échelle locale, des délégués révocables dotés d'un mandat impératif formulé par les assemblées populaires se réunissent au sein d'une structure confédérale de conseils à l'échelle régionale, nationale et transnationale. Selon cette théorie révolutionnaire, une telle confédération démocratique de communes libres pourrait prétendre ni plus ni moins à remplacer l'État et le capitalisme. (p. 132)

Bien que simple, la théorie politique élaborée par Bookchin ne manquera pas d'engendrer des émules dans les décennies suivantes, et ceci, jusqu'à aujourd'hui. On constate en effet qu'un grand nombre d'initiatives se revendique du municipalisme libertaire (Cossart et Sauvêtre 2020).

Le 1^{er} janvier 1994, le Chiapas – région du sud-est du Mexique – est secoué par le soulèvement mené par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Cette armée, à la fois populaire et indigène, entre en lutte contre le néolibéralisme et le capitalisme en instaurant notamment des communes autonomes sur le territoire du Chiapas. Le moment choisi pour ce soulèvement n'a rien de hasardeux : il correspond à

la date d'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). En dehors du conflit armé et des négociations avec l'État mexicain, l'expérience zapatiste est révélatrice des filiations qu'elle entretient avec sa lointaine parente, la Commune de Paris. Comme l'explique Dubigeon (2011), la prise de pouvoir et le développement de l'autonomie locale vont concourir à renverser la hiérarchisation existante dans l'espace en transformation pour y favoriser de nouvelles sociabilités : « *Depuis l'entreprise gérée par un conseil, ou depuis la commune zapatiste auto-organisée, il s'agit de faire naître de nouvelles formes de relations sociales, qui, par leur principe et leur existence même, mettent radicalement en cause l'asymétrie des relations préalables – les divisions propriétaire/non-propriétaire et dirigeants/exécutants, pour ne citer que celles-ci* » (p. 151). On retrouve ici un processus déjà présent, des décennies plus tôt, au sein de l'expérience communarde de 1871.

Ce qui apparaît alors évident, c'est le lien fondamental entre l'expérience d'émancipation et de contestation sociale et le rapport à l'espace, voire au territoire. Les exemples cités précédemment ont en commun un profond enracinement dans un espace nommé et défini sur lequel repose la lutte, qu'elle soit faite au nom de l'amélioration des conditions d'existence, de l'égalité des genres ou de l'abolition des discriminations. Un mouvement comme Occupy Wall Street s'inscrit pleinement dans cette logique où le lieu est à la fois un espace physique et symbolique pour porter la contestation (Schmidt et Babits 2014). Si elles permettent la création d'une autonomie globale, les expériences municipalistes comme la Commune de Paris ouvrent des espaces d'émancipation spécifiques à certains groupes. En 2016, les femmes ont joué un rôle essentiel dans la création de la confédération de communes du Rojava tout comme dans l'instauration d'institutions pour renforcer l'autonomie des femmes (Flach 2020). Plus récemment, on peut citer les exemples états-uniens de Portland où des conseils de quartiers ont été mis en place en réaction à l'élection de Trump (Durand-Folco et Outryve 2020), ou encore à Seattle où la Capitol Hill Autonomous Zone a été mise en place au printemps 2020 pour contester les abus policiers et la violence à l'endroit des personnes racisées.

Il serait possible de citer encore longuement des exemples d'expériences politiques dont la forme tire son inspiration des événements survenus à Paris au printemps 1871. Néanmoins, le constat resterait le même : les comités et les barricades de la Commune de Paris trouvent, encore aujourd'hui, un écho dans l'actualité, en partie grâce aux idéaux dont elle était porteuse, mais surtout par le modèle d'organisation et de contestation politique qu'elle a engendré.

Conclusion

Ce constat n'est pas l'unique raison expliquant qu'on parle encore aujourd'hui de la Commune de Paris. L'expérience communarde est restée dans l'imaginaire collectif non pas comme un cas d'école de la révolution sociale parfaite et accomplie, mais plutôt comme la preuve qu'il est possible de faire autrement, d'explorer des voies alternatives au modèle dominant. Les événements survenus à Paris en 1871 continuent d'exister à travers l'espoir de mettre rapidement en branle une révolution, fût-elle

à l'échelle locale, malgré l'existence de forces opposées à ce projet. La Commune de Paris, c'est avant tout la concrétisation d'une utopie.

Il ne faudrait cependant pas se laisser aller à un optimisme naïf et voir dans le municipalisme, la panacée politique répondant à toutes les luttes sociales antérieures. Comme le soulignent Cossart et Sauvêtre (2020) en se référant à la pensée de Bookchin, il faut prendre garde à l'illusion que représente le souverainisme municipal. Par cette expression, les auteurs réfèrent à la prise du pouvoir par le biais des institutions locales déjà existantes. Le danger est ici de tomber dans le piège dont est porteur le système actuel – la distinction élus et élues / citoyens et citoyennes notamment. Ce piège peut néanmoins être évité, selon Cossart et Sauvêtre, en misant sur l'assemblée comme modèle pour les luttes sociales. C'est d'ailleurs dans cette logique qu'ils proposent plutôt un autre modèle d'organisation locale : « *Un nouveau communalisme distinct du municipalisme doit au contraire destituer la logique de la souveraineté, des pouvoirs publics et de l'action publique, pour lui substituer celle de l'autogouvernement et de l'auto-organisation citoyenne, et faire ainsi affleurer un conflit entre la souveraineté de l'État-nation et l'alternative de l'autogouvernement des assemblées populaires communales* » (p. 144).

Qu'à cela ne tienne : le nombre croissant d'initiatives s'inspirant des idées du municipalisme et la popularité du sujet dans les différentes disciplines de recherche semblent promettre des jours fastes au municipalisme dans l'avenir. En définitive, c'est peut-être Marx qui avait raison. Dans son ouvrage *La guerre civile en France* paru en 1871, soit quelques mois après le soulèvement parisien, Marx prophétisait déjà la postérité de la révolte parisienne : « *Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle* ».

Biographies

Camille Payeur est candidate à la maîtrise en histoire à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Ses travaux portent sur les présences féminines dans le milieu musical parisien de la fin du 18^e siècle.

Pierre-Luc Baril est candidat à la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Ses travaux portent sur le monde municipal et la transition écologique.

Références

Baron, Alexis. 2014. « *Socialisme municipal* », dans : N. Kada et M. Mathieu (Dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, pp. 470-472. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Cohen, Déborah. 2004. « *Une institution musicale entre repli et implication politique : le quotidien de l'Opéra de Paris pendant la guerre de 1870 et sous la Commune* », *Le Mouvement Social* 208(3) : 7-28.

Cossart, Paula et Pierre Sauvêtre. 2020. « *Du municipalisme au communalisme* », *Mouvements* 101(1) : 142-152.

Deluermoz, Quentin. 2020. *Commune(s) : 1870-1871. Une traversée des mondes au XIX^e siècle*. Paris : Seuil.

Dogliani, Patrizia. 2002. « European Municipalism in the First Half of the Twentieth Century : the Socialist Network », *Contemporary European History* 11(4) : 573-596.

Dogliani, Patrizia. 2018. *Le socialisme municipal en France et en Europe de la Commune à la Grande Guerre*. Nancy : Éditions Arbre Bleu.

Dubigeon, Yohan. 2011. « L'autogouvernement zapatiste à la recherche d'une réunification des temps de la transformation sociale : reconstruire pour mieux détruire », *Mouvements* 66(2) : 145-154.

Durand-Folco, Jonathan et Sixtine van Outryve. 2020. « Genèse et métamorphoses du municipalisme libertaire aux États-Unis : vers une première confédération démocratique nord-américaine ? », *Mouvements* 101(1) : 131-141.

Flach, Anja. 2020. « Le communalisme au Rojava : une révolution de femmes », *Mouvements* 101(1) : 153-162.

Goodyer, Lisa T. 2003. « "Que l'on soit toujours citoyen et soldat". Représentations de la Garde nationale sous la Commune de Paris de 1871 », *Sociétés & Représentations* 16(2) : 257-267.

Lagana, Marc. 2018. « Un peuple révolutionnaire : la Commune de Paris 1871 », *Cahiers bruxellois – Brusselse cahiers* 1(1) : 175-198.

Rey, Claudine. 2015. « Les femmes de la Commune », dans J. Robert (Dir.), *Le Paris de la Commune 1871*, Paris : Belin.

Rougerie, Jacques. 1998. *La Commune de 1871*, Paris : Presses Universitaires de France.

Rougerie, Jacques. 2012 [1995]. *Paris insurgé – La Commune de 1871*, Paris : Gallimard.

Rougerie, Jacques. 1971. *Paris libre 1871*, Paris : Seuil.

Schmidt, Sandra J. et Chris Babits. 2014. « Occupy Wall Street as a curriculum of space », *The Journal of Social Studies Research* 38(2) : 79-89